



Paraît le
Mardi
Jeudi
Samedi

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Le piège du « statut du travail » dans le maquis parlementaire



Deux jours de débat à la Chambre pour ne pas répondre à la question : « démission » ou « pas démission » de la France ? Débat qui était tranché non par un vote d'ordre du jour, mais par la réalité : l'incapacité du capitalisme français à avoir une politique indépendante, à être beaucoup plus qu'un « Dominion ». « Démission ou pas démission de la France » ? Les orateurs des différents partis et des différents points de vue se sont retrouvés d'accord d'un bout à l'autre du débat sur un point : pour sauver son existence, le capitalisme français a besoin d'une production plus grande, meilleur marché. Autrement dit, il faut des efforts plus grands des travailleurs pour des conditions de vie moindres.

Les mineurs violeront les 40 heures, les métallos du Nord son roulés. Cela n'émeut ni Blum, qui s'indigne quand à la tribune de la Chambre on fait état de conversations « privées », ni Thorez qui signe infatigablement des autographes, ni Jouhaux qui connaît aussi l'art de se dérober aux responsabilités

En même temps que partout la classe ouvrière subit l'offensive patronale, au Parlement ont préparé le « statut du travail » destiné à supprimer le droit de grève. Nous avons dénoncé la tactique : quelques formules plus ou moins démagogiques à la Chambre, l'intervention du Sénat pour aggraver toutes les dispositions, la capitulation de la Chambre après quelques phrases. La manœuvre se poursuit. Au Sénat sont intervenus les Millerand et autres hyènes de cette Assemblée. Et voici les amendements, les renvois, les disjonctions, les additions...

Dans le maquis parlementaire, les travailleurs ne s'y retrouvent plus. Chautemps a l'air de s'interposer, la Chambre acceptera ceci, repoussera cela. Tel alinéa passera, tel autre sera repoussé ou complété.

Bien entendu, les organisations dites ouvrières engagent les travailleurs à entrer dans ce maquis, elles contribuent à les y égarer. Le surarbitre aura-t-il le droit de ... ? L'échelle mobile — qui n'existe d'ailleurs pas — aura-t-elle des barreaux espacés de 5 % ou de 10 % ? En appelant l'attention des ouvriers sur ces questions, les dirigeants socialistes, communistes et cégétistes leur dissimulent le piège infernal que constitue le « statut moderne du travail ».

**

Les exploités n'ont rien à faire dans ce maquis de la procédure parlementaire, si ce n'est qu'à se faire prendre au piège. Les dernières conquêtes de juin 36 leur sont enlevées.

La désillusion et le mécontentement des masses doivent s'exprimer dans une

résistance active et acharnée. Pour cela, il faut d'abord un regroupement des militants révolutionnaires, leur rassemblement sous le drapeau du bolchevisme, de la IV^e Internationale : c'est la première des tâches du Parti Communiste Internationaliste.

Il faut aussi constituer les centres de résistance et d'action ouvrière, le groupement dans les usines, la création dans les entreprises de soviets, organismes élus par tous les travailleurs, pour préparer, pour organiser, pour mener les luttes contre le patronat, sans « l'aide » des directions traîtresses. Cette lutte est, de plus, la seule qui peut briser le fascisme en France, assurer la résistance à Hitler et Mussolini en suscitant le réveil des travailleurs d'Allemagne et d'Italie.

« Démission ou pas démission de la France », s'interrogent les serviteurs du capitalisme français, en invoquant l'avenir de la paix et de l'humanité. La paix ne sera assurée, l'humanité ne sera sauvée que si la classe ouvrière ne « démissionne » pas et extermine le régime d'exploitation de l'homme par l'homme.

Nouveau Procès de Moscou

La contre-révolution stalinienne patauge dans le sang

ENCORE un procès à Moscou, annoncé à peine 48 heures à l'avance. 21 accusés, qui dans quelques jours seront 21 condamnés, 21 exécutés.

« Trotskystes » ? Boukharine, Rykov, qui, à la tête de l'opposition de droite, aidèrent Staline à écraser l'opposition bolchevik-léniniste. « Trotskyste » ? Jagoda, qui, à la tête du Guépéou, persécuta, tortura, assassina des centaines et des milliers de bolcheviks-léninistes, qui monta les premiers procès de Moscou. « Trotskystes » ? Grinko, Rozengoltz, Krestinski qui furent de fidèles fonctionnaires du régime stalinien.

Le seul des accusés pour qui le qualificatif de « trotskyste » aurait une apparence de vraisemblance, c'est Rakowski, qui fut exilé

de 1927 à 1934 comme bolchevik-léniniste, mais qui, en 1934, capitula devant Staline, signant les pires ignominies contre Trotsky.

Quels crimes leur sont reprochés ? Terrorisme ? L'assassinat de Kirov revient sur le tapis ; cela doit faire le huitième ou le neuvième procès concernant cet assassinat, avec chaque fois des accusés nouveaux et des versions nouvelles.

Mais Jejev a voulu faire mieux que Jagoda. En plus de l'assassinat de Staline, il y a au compte des « terroristes » les morts de Maxime Gorki, de Koulibitchev et de Menjinski.

(Suite page 3.)

ASSEMBLEE GENERALE
élargie aux sympathisants
VENDREDI 4 MARS
aux Deux-Hémisphères
CONFERENCE D'INFORMATION
SUR L'ESPAGNE

La situation en Roumanie

20 décembre 1937, élections générales, où la liste gouvernementale est battue ; 28 décembre 1937, formation du cabinet Goga, ami d'Hitler ; 18 janvier 1938, dissolution du Parlement ; 10 février, démission de Goga et ministère Christea ; le 21 février, publication d'une nouvelle Constitution ; le 24, plébiscite presque unanime de cette Constitution ; quelques jours après, Manin, le chef du parti national-paysan, s'enfuit à Vienne et Codreanu, le chef de la « Garde de Fer » fasciste se réfugie à Rome après avoir « dissous théoriquement » ses troupes.

Que signifie cette cascade d'événements ?

D'abord que la crise économique est sérieuse en Roumanie où elle complique la crise politique chronique. Ensuite, que l'absence d'un prolétariat nombreux et concentré place la paysannerie à l'avant-garde dans la lutte contre le régime, ce qui laisse à celui-ci de sérieuses possibilités de manœuvres du fait de la dispersion paysanne et de l'esprit trop souvent arriéré qui l'anime. Enfin que le fascisme n'a pas encore conquis en Roumanie de larges masses et ne représente pas encore une force décisive. En fait, la dictature royale entre des partis réactionnaires divisés et une opposition paysanne demeure maîtresse de la situation.

Etroitement dépendant de la finance internationale (anglo-française surtout) le roi, soutenu par un appareil de répression impitoyable et l'armée, peut encore prolonger le régime de dictature d'une camarilla sur la masse du peuple. Le vote de la constitution en est un exemple frappant. La masse ne connaissait même pas le 24 le contenu de la Constitution, mais le vote était obligatoire ; il se faisait à haute voix devant un fonctionnaire qui l'inscrivait dans deux registres. Cette Constitution supprime les partis politiques, la Chambre devient une espèce de Conseil corporatif où par district trois députés seront élus : l'un par les agriculteurs, le second par les commerçants et industriels, le troisième par les professions libérales. etc., etc... La situation n'en demeure pas moins assez précaire.

Il n'y a que deux issues possibles : où la victoire du fascisme appuyée par un grand impérialisme ou la révolution ouvrière et paysanne qui devra, pour triompher, recevoir un appui du prolétariat étranger.

Abonnement à « LA COMMUNE » :

Un an	30 fr.
6 mois	15 fr.
3 mois	8 fr.

Compte Chèque postal :
BRAUSCH 1773-07 Paris

LES METALLOS DU NORD DUPES PAR LE SURARBITRE, TRAHIS PAR LEURS DIRIGEANTS SYNDICAUX

La sentence Suquet était un scandale qui souleva la colère des Métallos du Nord. Ceux-ci voulaient partir en grève. Les dirigeants vinrent proposer une combinaison qui devait donner des merveilles : on acceptait la sentence Suquet et on demandait une nouvelle augmentation qui ne passait pas par l'arbitrage.

Mais, la loi, c'est la loi !

Et ils allèrent à nouveau en arbitrage. C'est un Monsieur Schneider, autre haut fonctionnaire, qui arbitra à son tour. Il accorde quelques centimes aux travailleurs (27 pour les hommes, 10 pour les femmes, rien pour les jeunes). Et aux patrons, il accorde qu'aucune augmentation ne devra être accordée avant le 1^{er} juillet, quelle que soit l'augmentation du coût de la vie.

Les dirigeants, les Bourneton et Cie, ont fait accepter aux Métallos la sentence Schneider, tout en protestant, bien entendu — ils ne pouvaient faire moins — et en décidant la nomination d'« une Commission chargée de mettre au point un accord avec la Fédération des Métaux et la C.G.T. et les moyens de faire aboutir les justes revendications des ouvriers ».

La grève est ainsi enterrée. D'ailleurs, c'était prévisible, puisque, jeudi, quand les gars de Valenciennes ont débrayé, les Bourneton les ont fait reprendre le travail ; ce n'était pas avec l'intention de les faire à nouveau sortir trois ou quatre jours plus tard.

Trahis, les Métallos du Nord, après bien d'autres corporations. Trahis comme les mineurs à qui on fait violer les quarante heures, comme ces cheminots des mines de Lens que l'on vient de révoquer sans que les journaux, dits ouvriers, protestent.

Trahis, il nous faut tirer la leçon pour l'avenir. Dénoncer les chefs traitres, organiser la minorité révolutionnaire, alerter les travailleurs du Nord, propager la nécessité de créer des Soviets pour les batailles de demain. Si une minorité se met à la tâche, si elle renforce les rangs du Parti Communiste Internationaliste, alors, malgré la trahison, ce ne sera pas complètement la défaite.

LES STALINIENS BATTUS DANS LA SEINE CHEZ LES TECHNICIENS DE LA METALLURGIE

On sait que les staliniens veulent démolir la Fédération des Techniciens qui n'est pas soumise à leur volonté. Ils ont notamment tenté de rattacher, avec l'aide de l'Union des Syndicats de la Région parisienne, les techniciens de la Métallurgie au Syndicat des Métaux.

La lutte se poursuivait depuis assez longtemps. Elle vient de s'achever la semaine dernière, avec un referendum et le Congrès des techniciens de la Métallurgie, par un écrasement des staliniens, qui n'ont pas recueilli, dans les votes les plus favorables, même le quart des voix.

Vont-ils cesser la bataille ? Nous en doutons fort, bien que l'Union des Syndicats ait connu, en

L ne nous reste plus pour terminer l'examen du projet gouvernemental de « Statut du travail » qu'à traiter du projet de loi concernant le placement des travailleurs.

Les garanties que ce projet prétend apporter aux travailleurs sont des plus minimes. On a vu que chaque patron a le droit d'avoir un bureau d'embauche, ce qui permet la sélection la plus arbitraire, le favoritisme. La façon dont les patrons puisent pour embaucher est extrêmement variable : bureaux de placement, annonces dans les journaux, etc... Quant aux offices publics de main-d'œuvre, ils ne connaissent généralement que les places les plus mauvaises, aux travaux les plus durs et les plus mal payés. Il suffit de demander à un ouvrier ou à une ouvrière qui a passé quelque temps au chômage pour savoir le genre de places que fournit l'Office public du Travail — quand il a des places à fournir !

Le projet proposé ne change pas grand chose. Les offices publics subsistent sous la direction des hauts fonctionnaires de l'Etat, c'est-à-dire sous la direction de gens reliés par de multiples liens au patronat.

Le projet de loi ne supprime pas les bureaux de placement privés. Il interdit seulement la création de nouveaux bureaux de ce genre à partir d'une date donnée (le 1^{er} mars dans le projet déposé). Tous les bureaux existants à cette date continueront à fonctionner, avec l'assentiment des pouvoirs publics. Tous les bureaux, c'est-à-dire ceux qu'ont créés ou que créeront tous les « syndicats professionnels ouvriers, patronaux ou mixtes » (article 36).

LE COIN

la personne d'Hénaff un échec aux Cimentiers. Seulement, pour vaincre le stalinisme, on peut y parvenir une fois avec l'aide des Belinistes, mais ça ne peut mener loin. Ce qu'il faudrait à la Fédération des Techniciens, c'est de pouvoir s'appuyer sur une opposition révolutionnaire ouvrière importante.

AU MAROC

On peut lire dans le « Populaire » du 17 février l'entrefilet suivant :

« Le tribunal militaire a condamné à des peines allant de deux à cinq ans de prison cinq indigènes inculpés de rébellion avec violences envers l'armée, à la suite des émeutes du 2 septembre 1937. »
« Ce jugement met fin à cette affaire. »

On pourrait croire ainsi que la personne de nos camarades soldats est l'objet de tous les soins du gouvernement militaire qui sévit là-bas et qu'il cherche de cette façon à punir les sévices dont ils ont été les victimes. Profonde erreur !...

Jamais la répression des gradés n'a été si féroce envers nos frères encasernés. Ce ne sont que brimades, vexations de toutes sortes. Plusieurs ont passé le conseil de guerre. Nous ne donnons pas de noms afin de ne pas attirer sur la tête de nos frères de Casa les anneaux de taule distribués si généreusement par ceux qui sont chargés de « faire suer le burnous ».

Dans une des dernières lettres qu'un de nos camarades vient de nous envoyer, nous extrayons le passage suivant :

« Ici, en ville, beaucoup de maisons sont munies de projecteurs au néon et, depuis quelque temps, tous les grands immeubles en sont pourvus. Pourquoi ? Cela cache quelque chose. S'attend-on à un coup dur ? »

Nous reprenons la question posée par notre camarade. Qu'est-ce que l'impérialisme français combine au Maroc ? et pourquoi la répression s'abat-elle si durement sur les prolétaires des casernes, qui devraient quand même s'attendre à autre chose de la part du F.P. ?

AU 153° R.I.F., A ROHRBACH

Ici, c'est vraiment de pire en pire. La nourriture est immangeable, et, en plus, nous n'avons pas d'eau pour nous laver. Cependant, les affiches qui sont fixées dans tous les coins du casernement nous prescrivent la propreté. Quant à moi, depuis trois jours, je me lave dans une gamelle. Quant aux excuses, ils en trouvent, mais nous sommes sans eau tout de même.



Le « statut moderne »
aucun contrôle
sur le placement

Ainsi, tous les pseudo syndicats que sont les agences de briseurs de grèves, les Poublanc de jadis, les S.P.F. d'aujourd'hui pourront ouvertement mener leurs opérations de racolage de jaunes. Cela se mènerait même sous le contrôle « impartial » des pouvoirs publics.

Un certain nombre de professions connaissent la plaie des « bureaux de placement payants ». Ce sont des officines où se font les trafics les plus louches et les plus infâmes. Le projet de loi est plein d'égards envers eux :

« A dater du 1^{er} mars 1938, il ne sera plus délivré d'autorisation d'ouvertures de nouveaux bureaux de placement payants ni d'autorisation d'extension des bureaux existants. »

Les bureaux payants seront supprimés sans indemnité le 1^{er} janvier 1942. »

Les trafiquants en question auront du temps pour se retourner et trouver de nouveaux moyens d'exploiter la misère humaine.

Mais, la loi n'a même pas fixé un délai pour la suppression d'une autre catégorie de placement ; elle leur laisse au contraire toute liberté. Il est vrai qu'il s'agit de la grande presse et de ses petites annonces. Appréciez l'hypocrisie de l'article 32 a :

Il est interdit de vendre, soit à l'abonnement soit au numéro, des feuilles d'offres ou de demandes d'emplois.

Ne sont pas considérés comme feuilles d'offres ou de demandes d'emplois les journaux ou périodiques qui, n'ayant manifestement pas pour

UN RECU DU SYNDICAT DANS LES USINES D'AVIATION

Depuis longtemps, l'embauchage dans les usines d'aviation était en fait sous le contrôle syndical. Pour être pris dans ces usines, il fallait passer par la rue d'Angoulême.

Cela permettait un contrôle des salaires, un contrôle des conditions de travail. Mais cela permettait aussi à la direction stalinienne du Syndicat des Métaux de contrôler la « ligne » de ceux qui étaient embauchés. La direction stalinienne filtrait les entrées, avec autant et plus de soin qu'autrefois le patronat à l'égard des militants révolutionnaires.

De telles pratiques finirent par lasser les travailleurs. Et maintenant, depuis peu, l'embauchage dans les usines nationalisées de l'aviation ne se fait plus par la rue d'Angoulême mais par le ministère de l'Air, boulevard Victor. Ce recul syndical a pu se faire sans provoquer de résistance ni de protestations ouvrières. Les dirigeants du Syndicat n'ont même tenté de susciter ces protestations, certains d'échouer.

Ainsi, par leurs procédés, les staliniens ont donné des armes au gouvernement et au patronat pour démolir cette conquête ouvrière, qui rapprochait du véritable contrôle ouvrier. Et ce recul silencieux, là où ils avaient gain de cause, montre le caractère démagogique de leurs interventions parlementaires pour le contrôle de l'embauchage et du débauchage dans le « statut moderne du travail ».

LE SYNDICAT DES METAUX AUGMENTERA-T-IL LES COTISATIONS ?

La direction du Syndicat des Métaux parisiens demande aux syndiqués une augmentation de la cotisation de un franc par mois.

Quels sont les arguments invoqués ? Augmentation des frais de fonctionnement du syndicat, augmentation des œuvres du syndicat. On promet aussi la limitation des collectes dans les entreprises.

Ceux qui apportent aujourd'hui ces arguments sont ceux qui, lors de la fusion, étaient opposés aux fortes cotisations syndicales demandées par les ex-confédérés.

Quant à l'augmentation actuellement proposée, il y en aurait un quart destiné... à l'Union des Syndicats de la Région Parisienne. Cette augmentation n'aurait-elle pas pour but de compenser le manque par suite des pertes d'adhérents, surtout à la suite du torpillage de nombreuses luttes ?

Avant de faire des augmentations de cotisations, il faudrait : diminuer le nombre des permanents des syndicats. Quant aux frais pour « les Loisirs », ce n'est pas cela qui renforce le syndicat ni qui améliore la situation des métallos.

« Statut moderne du travail »
 « Contrôle ouvrier »
 « Placement »



objet des opérations de placement par voie d'annonces, insèrent des offres ou demandes d'emplois à condition qu'il ne soit pas consacré à ces offres ou demandes d'emplois plus de la moitié de la superficie du journal ou du périodique.

Vous n'auriez tout de même pas pensé que la loi allait supprimer une source de rentrées aussi importantes pour « Paris-Soir » ou « L'Intran », des milliers de lignes chaque jour et des dizaines de milliers d'acheteurs pour trouver un travail quelconque.

Il y a encore diverses autres dispositions dans le projet gouvernemental. Ainsi l'article 82 stipule :

Après de chaque office public départemental doit être créée une Commission médicale chargée d'examiner, s'il y a lieu, les travailleurs inscrits à l'Office, dans les sections locales de cet office ou dans un bureau municipal de placement.

La Commission ne formule qu'un avis sur l'aptitude physique à l'exercice d'un métier déterminé.

La Commission pourra examiner, en outre, l'état sanitaire des travailleurs étrangers qui demandent l'autorisation prévue par les paragraphes 1 et 2 de l'article 3 de la loi du 10 août 1932.

Il faut bien tenir compte des exigences patronales quant à la chair à travail qui leur est fournie.

« L'ACTION » DES STALINIENS DE PUTEAUX

Nous avons relaté la bagarre du dimanche 20 février au marché de Puteaux.

Quelques jours plus tard, la section de Puteaux du Parti Communiste Français se réveilla pour distribuer un tract intitulé « provocation fasciste à Puteaux » mais dirigé uniquement contre les trotskystes. Il faudrait pouvoir le publier en entier. Relevons entre autres :

« ... L'homme de la Rocque est là, sanglant, aculé contre la devanture d'une boutique dans laquelle il avait voulu se mettre à l'abri et, seul contre 500 travailleurs justement indignés, lui criant qu'il fait la besogne d'un parti d'assassins.

« Nous sommes intervenus pour souligner la provocation de la venue de vendeurs factieux et demander que l'on laisse partir cet homme traqué QUI A SANS DOUTE COMPRIS, après la démonstration qui venait de se dérouler, que les travailleurs de Puteaux ne sont pas mûrs pour le fascisme. »

« Mais il y a là, présents, quatre ou cinq trotskystes qui s'étaient chargés auparavant d'exciter la juste réprobation des travailleurs et la transformer en colère, ils sont là, l'insulte à la bouche, ils apostrophent notre camarade qui intervient et tentent de salir notre parti. « A l'action, à l'action », clament-ils, car, pour eux, c'est de l'action révolutionnaire que d'assassiner un homme à 500 contre un ».

Ce tract reconnaît que les trotskystes, ces prétendus complices du fascisme, ont transformé en action la réprobation ouvrière. Quant aux cris : « A l'action », ils visaient non pas les ouvriers qui avaient participé à la bagarre, mais les Fréjabue, venus à la fin de celle-ci, pour prêcher le calme et freiner l'élan des ouvriers. Quant à l'argument : à 500 contre 1, faut-il donc attendre que les fascistes soient très nombreux pour commencer la lutte contre eux ? Depuis quand la lutte contre le fascisme doit-elle se mener suivant les règles de la boxe anglaise ? Ou bien, n'a-t-on le droit d'être à 500 contre 1 que contre les trotskystes ?

Le tract continue par une longue attaque contre des camarades nommément désignés : on ne peut mieux agir en donneurs. Ces camarades sont d'ailleurs mensongèrement accusés :

- 1) D'avoir été exclus du P.C. Ils en ont démissionné pour sa politique.
- 2) D'avoir été membres du P.S. Ils n'ont même jamais été des amis de Barthélemy.
- 3) De s'être dégonflés quand Chiappe procédait à des arrestations préventives. Ces camarades ont toujours été présents dans cette période de lutte du P.C. quand il y avait un 15^e rayon dirigé par Lebouc et non pas comme aujourd'hui une section avec Fréjabue.

Ce tract, qui sue la peur, déclare que le P.C.F. est pour l'action. Laquelle ? La collaboration avec Paul Reynaud, le vote des budgets de guerre, la main tendue aux curés, la protection des fascistes contre les corrections des ouvriers ? Les ouvriers de Puteaux qui ont un passé révolutionnaire laisseront les Fréjabue à cette « action » et se joindront au Parti Communiste Internationaliste pour vaincre le fascisme.

D'autre part, la loi ne concerne pas (article 97) le recrutement qui peut se faire massivement ou non dans les colonies et dans les autres pays. L'Etat donne ainsi au patronat la garantie d'un triage effectué encore plus soigneusement.

Les députés communistes ont obtenu, à la Commission du travail, le vote d'un amendement supprimant les bureaux autres que les offices publics. Par rapport au projet gouvernemental, ce serait un progrès, mais un progrès très illusoire. Car si, officiellement, des offices de toutes natures ne pourraient fonctionner pratiquement, il y aurait pour le patronat et ses agents plus d'un moyen de tourner la difficulté.

La seule façon d'apporter une garantie aux travailleurs, c'est l'exercice du CONTROLE OUVRIER sur l'embauchage et le débauchage. Mais, comme nous l'avons montré à plusieurs reprises, à aucun moment il n'en est question, tout au contraire. Et ce n'est pas surprenant. Il n'y a de contrôle ouvrier effectif que par les Conseils, par les Soviets élus dans les boîtes. Ce serait un pas vers l'expropriation des exploités, vers l'abolition du système capitaliste. Le « statut moderne du travail » vise précisément tout l'opposé.

Nous avons vu chacune des pièces de la « chemise de force ». Seule l'action des travailleurs pourra en empêcher sa confection. Il faut dénoncer comme traîtres ceux qui, en amendement les projets gouvernementaux, veulent seulement la faire passer avec moins de difficultés. On ne doit pas discuter le « statut du travail », on doit le combattre.

Nouveau procès de Moscou

(Suite de la page 1)

Ces morts auraient été obtenues « avec l'aide des médecins ». L'accusation vient silencieusement en écho au moment où à Paris

le bolchevik-léniniste Léon Sedoff, fils de Trotsky, mourait de façon extrêmement troublante dans une clinique où la plus grande partie du personnel, depuis la direction jusqu'aux cuisiniers, est composée de Russes, les uns wrangelien, les autres staliniens.

Et une autre accusation extraordinaire : la conjuration aurait daté de fort longtemps puisqu'en 1918 (il y a 20 ans !) elle aurait préparé l'assassinat de Lénine, de Sverdlov et... de Staline.

En 1918, les principaux accusés étaient dans la direction du parti bolchevik. Les divergences sur la paix de Brest-Litovsk ont été formulées à l'époque publiquement. Une collaboration entre Boukharine et les socialistes-révolutionnaires de gauche fut ébauchée ; le fait est connu depuis fort longtemps, tout comme le bruit concernant l'arrestation éventuelle de Lénine à cette époque. Ce bruit que l'on ne manquera pas d'évoquer au procès, il fut rappelé par Trotsky en 1923-24, dans « le Cours nouveau ».

Mais qui découvre cette « conjuration » si ancienne et si forte puisque ses membres ont occupé de très hauts postes dans l'appareil soviétique ? Un Vichinsky qui travaillait à cette époque pour un général blanc qui menait la lutte armée contre le pouvoir des Soviets. Et cette conjuration si nombreuse et si bien placée aurait laissé passer, pendant vingt années, où les jours difficiles ne manquèrent pas, de nombreuses occasions de réaliser les desseins qui leur sont attribués ?

Staline, avec son Parlement et sa constitution démocratique, est obligé de monter, après chaque machination, une machination encore plus monstrueuse, plus extravagante, plus sanglante. En voulant brouiller les traces, il répand le sang de tous côtés, il se vautre dans le sang, y patauge.

Un procès encore, et encore des aveux ! En même temps, des amiraux, tels Orlov, sont exécutés dans l'ombre, un maréchal, tel Egorov, doit connaître le sort de Toukhatchevsky.

Pourquoi ce nouveau procès ? Quelles difficultés intérieures s'agit-il de réduire ? Sont-ce les succès du fascisme allemand et italien à rattraper ? Quoi qu'il en soit, le régime stalinien — ce pays du bonheur et du socialisme triomphant — tente de se sauver auprès des masses par un redoublement de calomnies monstrueuses. Pour empêcher que le désarroi qu'il sème parmi les travailleurs fasse le jeu du fascisme, des Doriot et autres fripons que le stalinisme a engendrés, les ouvriers révolutionnaires resserreront les rangs autour de la fraction bolchevik-léniniste, la seule qui soit restée sans défaillances, fidèle au drapeau, au programme de la Révolution d'Octobre.

NOTRE PERMANENCE :
 Tous les jours de 18 à 20 heures.
 36, rue du Château-d'Eau, 36

XII^e. — Réunion du Groupe tous les mercredis, à 21 heures, 219, faubourg Saint-Antoine.

Permanence tous les dimanches matin, de 10 h. à midi, chez Maurice, 62, rue Crozatier.

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
 IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».
 Le Gérant : A. BASTIDE.

SOUS LA BOTTE MUSSOLINIENNE

Nous publions ci-dessous une « Lettre d'Italie » qui éclaire d'un jour particulièrement significatif la politique de Mussolini et ses résultats pour la classe ouvrière. Le fascisme, stade suprême de l'impérialisme, ne peut qu'accroître la misère des travailleurs et les condamner à des conditions de vie toujours plus épouvantables, en même temps qu'il étouffe toute liberté d'opinion et d'expression.

Toute la politique « brillante » du fascisme, qui est intervenu en Espagne après avoir mené en Abyssinie une guerre de rapines coloniales, n'a pu apporter aucune amélioration au sort des exploités, pas plus que les rodomontades belliqueuses d'Hitler ne peuvent donner du pain aux travailleurs allemands.

Cette lettre souligne également combien les stalinien apportent au fascisme une aide efficace, en se plaçant sur le terrain national et en méconnaissant les intérêts de classe du prolétariat.

Première impression de misère

DANS le train, le milicien me rendit le passeport en disant : « Vous êtes un touriste ? ». A ma réponse affirmative, il ajouta : « Pourquoi allez-vous dans ces villages sans importance, vous n'y rencontrerez que des gens malveillants. Il faut visiter des villes comme Rome, Turin, Florence ; là vous verrez les beautés de l'Italie fasciste ».

Naturellement ce milicien fait son travail et, plus tard, j'ai compris pourquoi il m'avait tenu ce langage.

Les villages dans les montagnes sont liés entre eux par l'industrie du marbre. Ils semblent très pauvres. Les familles vivent dans des maisons vides, car l'huissier a déjà tout saisi. Les enfants s'amuse dans des ruelles malsaines, leurs visages pâles et maigres, leurs corps couverts de haillons sont les témoignages poignants de la misère.

Que demandent les habitants des villages ?

Du travail et du pain !

Les carrières de marbre qui leur assuraient du travail et le bien-être ne sont plus maintenant que d'énormes trous sans vie.

Tous les ouvriers voient repousser leurs bras ; leur volonté, leur courage ne servent à rien. L'industrie du marbre, la principale industrie de la région, est morte. Le désœuvrement, la faim, la servitude, les taxes, la guerre, voilà ce que le fascisme leur offre. Les lois sociales les écrasent et les saisies sont fréquentes.

Salaires de famine

L'homme qui gagne le plus se fait 22 lires par jour ; ensuite viennent les salaires de 15 à 18 lires : ce sont les bons salaires. Il faut remarquer qu'ils travaillent souvent une semaine en un mois, à cause du mauvais temps.

Un ouvrier doit être inscrit au syndicat fasciste pour pouvoir travailler.

Le droit au chômage est de 2 mois. Le chômeur touche 2 fr. 75 par jour et, au bout de deux mois, il doit travailler ou vivre d'eau et d'air pur, car il ne reçoit plus aucune allocation.

Les femmes, dans une usine, gagnent 4 francs 50 par jour. D'autres se débrouillent en faisant des fournées de 30 pains et gagnent 2 francs la fournée.

Mais alors, direz-vous, le coût de la vie n'est pas élevé ? Je vais vous donner un aperçu des prix des denrées indispensables pour une famille ouvrière :

Le pain coûte 2 fr. 80 le kilo, la viande pour le bouillon 12 à 14 fr. le kilo, le beurre 20 à 26 fr. le kilo, le café 38 à 40 fr. le kilo, le sucre 7 fr. le kilo, le vin 2 fr. 50 le litre. Les chaussures, les vêtements sont aussi

chers qu'ici. Les tissus de laine sont très mauvais. Avec l'économie fasciste, on fabriquerait presque la laine avec du lait ! En comparant les salaires au coût de la vie, vous pouvez vous rendre compte de la misère qui règne dans les villages.

Partout le clergé est en parfait accord avec l'Etat fasciste. Un fasciste doit être bon chrétien. Les mariages non célébrés à l'église ne sont pas légaux ; la mairie ne compte plus. Le rôle des curés est de prêcher la soumission, la résignation.

Pour la guerre d'Abyssinie, ils ont été les premiers à donner l'or de l'Eglise à Mussolini pour la continuation de cette guerre civilisatrice. Ils ont invité des pauvres diables à porter leur obole aux urnes !

Espoir de révolution en Espagne et aux colonies

Les quelques jours que je suis resté là-bas, j'ai voulu parler avec quelques ouvriers pour connaître leur avis sur toutes ces choses. Je savais que cette province était à l'avant-garde. Je connaissais leur lutte et aussi leur résistance héroïque devant l'invasion noire.

Même sous la chemise noire, il y a encore des antifascistes, et cela plus d'un me l'a crié avec orgueil. En apprenant ma présence, beaucoup d'ouvriers venaient me serrer la main en disant : « Nous n'avons pas changé ». Ils ne mentaient pas, leurs visages étaient durs et francs, et ils ajoutaient : « Venez me trouver chez moi, nous parlerons tranquillement sans être épiés. » Nous nous retrouvions souvent, à 5 ou 6, le soir, devant un bon feu, nous fermions la porte par précaution. « Voilà, disait mon hôte, nous pouvons parler entre camarades. »

Et, alors, c'étaient des questions, des réponses sans arrêt. La vie des ouvriers français les intéressait. Les grèves, leur résultat, les manifestations. Après toutes mes réponses, ils secouaient la tête, en disant : « Il ne faut pas faire les mêmes erreurs qu'ici. L'ouvrier doit faire l'occupation de l'usine, et défendre son bien avec les armes ».

Souvent, nous parlions de l'Espagne.

Les ouvriers italiens espèrent que les républicains gagneront. « Pense donc, camarade, disent-ils, s'ils gagnent, c'est un bien pour nous ».

Les ouvriers italiens peuvent très peu aider les camarades espagnols, mais les prolétaires français doivent le faire ; c'est leur devoir ».

Lorsque je posais la question des volontaires, leurs regards devenaient plus sombres, et, fermant les poings, ils répondaient : « Les volontaires, c'est des pauvres bougres qui sont sans travail ; ici ils crèvent de faim. Mussolini leur fait de belles promesses, les

paye 10 à 15 fr. par jour, leur promet le soutien aux familles, aux hommes mariés. Alors ils partent, ils vont à la guerre pour gagner leur vie. Et puis, ajoute un grand gaillard, vous n'ignorez pas que beaucoup des nôtres ont passé au camp républicain ».

Aussi les volontaires, en qui les fascistes n'ont pas confiance sont envoyés en Abyssinie. Là-bas, les noirs se révoltent toujours, ils ne veulent pas se soumettre à Mussolini.

Je leur dis qu'une guerre est très possible entre les démocraties et les pays fascistes... Un de ces hommes secoue la tête et dit :

« Mussolini ne veut pas se rendre compte qu'il est foutu ; aussi il cherche à se sauver dans une guerre mondiale.

Haine profonde du régime

Pendant les quelques jours passés dans ces villages, j'ai eu aussi l'occasion de parler à beaucoup d'ouvriers et tous m'ont crié les mêmes choses : leur misère et leur lassitude et l'espoir d'une vengeance proche. Lorsque je suis parti, ces hommes m'ont salué en me donnant de fortes poignées de main. Beaucoup me disaient de dire leur solidarité aux camarades français, et de les encourager dans leurs luttes sociales.

Dans le train, en revenant, j'ai appris que Gènes était la ville où il y avait le plus d'antifascistes.

Dernièrement, sur les murs de cette ville, ont été collées des affiches représentant un homme nu et très maigre avec l'inscription suivante : « C'est ainsi que nous réduit Mussolini ». Inutile de vous dire qu'aussitôt ces affiches ont été arrachées et ensuite vinrent les perquisitions et les arrestations. Dans beaucoup d'autres villes, des actes pareils se produisent, ainsi que beaucoup de tracts en faveur des camarades espagnols.

Voilà l'Italie fasciste !

Aussi, en revenant de ce pays, j'ai honte de la politique faite par le parti dit communiste. Ces camarades italiens ont confiance dans le prolétariat français ; ils attendent l'aide qui puisse les libérer. Dans les îles, les prisons, les villes, les campagnes, les montagnes, ils attendent l'heure de la révolte, leurs regards sont dirigés vers nous.

C'est la guerre des Démocraties contre les pays fascistes. Ils tendent — les communistes — la main aux curés, les ennemis de la classe ouvrière. En Italie, ils sont aux côtés du fascisme et prêts à abattre tout soulèvement ouvrier, comme en Espagne.

Eh bien, non ! il faut crier bien fort : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Il faut ouvrir les yeux des ouvriers, leur faire comprendre qu'on les trompe comme en 1914. L'ouvrier n'a rien à défendre dans un pays capitaliste, quelle que soit la direction de ce pays. Notre drapeau est le drapeau rouge et nous libérerons nos frères italiens en faisant notre Révolution et non la guerre.